

National 3 **Vaud** 5 **Féminisme** 10 **International** 14

Non à une Loi CO₂ qui épargne les responsables

Combattre la spéculation immobilière

Avions de combat: les femmes comme faire-valoir

Répression en Colombie: qui a donné les ordres?

Édito

Moria: pleurent les crocodiles

Il n'est plus utile de répéter ce que beaucoup se sont évertués à expliquer: l'incendie de Moria était prévisible. Comme le rappelle Aurélie Ponthieu de MSF (*Le Temps*, 17 septembre 2020), ce camp fondé sur un système de déshumanisation et de maltraitements avait déjà entraîné plusieurs incendies. Tout aussi prévisible était l'indécence avec laquelle celles et ceux-là mêmes qui ont mis en place Moria osent verser aujourd'hui des larmes de

crocodile. Car ces camps sont le résultat direct des politiques migratoires meurtrières d'une Europe qui se barricade contre un ennemi qu'elle s'invente, par de tels hotspots visant à bloquer les migrant·e·s aux frontières extérieures de l'espace Schengen.

L'hypocrisie se retrouve aussi côté helvétique: évitant soigneusement de rappeler que la Suisse a été l'une des meilleures élèves du règlement Dublin III, avec des renvois automatiques en masse vers les pays de première

arrivée en Europe, Karin Keller-Sutter a simplement affirmé que les problèmes survenus à Moria résultaient d'une mauvaise gestion des procédures en Grèce. Elle s'est félicitée d'avoir offert une aide humanitaire sur le terrain et a souligné la participation de la Suisse au transfert de 400 mineur·e·s vers la Grèce continentale. Elle a ensuite annoncé, sans malaise, un éventuel transfert de 20 enfants en Suisse. En termes d'indignité, on atteint des sommets quand on sait qu'en février déjà, la Grèce comptait 5379 mineur·e·s isolé·e·s, dont 479 âgé·e·s de moins de 14 ans et 1105 vivant dans des conditions précaires, dormant à la rue, dans des squats ou des

International

8-9

PANDÉMIE, POLARISATION ET RÉSISTANCE AUX ÉTATS-UNIS

appartements en compagnie d'adultes (National Center for Solidarity, « Situation Update: Unaccompanied Children (UAC) in Greece », chiffres du 29 février 2020).

Derrière ces annonces, se poursuit la politique habituelle: rejetant les demandes de plusieurs villes disposées à accueillir des réfugié-e-s, la Confédération décide de renforcer les infrastructures de contrôle, de détention et de renvoi. Il est notamment prévu que sa contribution financière à l'agence européenne Frontex augmente et atteint entre 36 à 68 millions de francs en 2024. La construction d'un nouveau centre de renvois à Genève s'inscrit également dans cette perspective. Une politique d'autant plus absurde quand on sait que le nombre de demandes d'asile déposées en Suisse est au plus bas depuis la fin des années 1990 (14 269 demandes déposées en 2019, soit 33 244 de moins qu'à la fin de l'année 1999; source: Secrétariat d'État aux migrations). À cette époque, le nombre annuel de demandes d'asile avait plusieurs fois dépassé les 40 000 (soit près de trois fois la population entière de Moria) sans que le pays ne s'effondre. Des chiffres qui rappellent non seulement que la menace brandie d'une invasion relève de la psychose, mais aussi que la Suisse a largement les capacités pour accueillir.

Une lueur d'espoir réside dans le fait que de plus en plus de monde refuse la funeste politique du rejet. Les mobilisations grandissent tout comme la désobéissance civile: des dockers de Marseille aux équipages des bateaux de sauvetage, des No Borders à Calais aux occupant-e-s de maisons vides à St-Gall. Il est temps d'exiger que nos autorités fédérales prennent leurs responsabilités et accueillent urgemment le plus grand nombre possible de personnes bloquées dans les camps aux frontières du continent européen. Et qu'elles rejettent la mécanique des accords de Dublin ou tout autre système qui les remplacera, si celui-ci n'a pas pour but un accueil digne des personnes qui arrivent.

Elisa Turtschi

Signez l'appel international pour une évacuation immédiate du camp de Moria: <http://chnng.it/FwXvr7vR>

AGENDA

Genève

VE 25 SEPTEMBRE 18 H
NON AU PROJET MONSTRUEUX DES VERNETS
Face à la Caserne des Vernets, Genève

SA 3 OCTOBRE 14 H
NON AU CENTRE DE RENVOI
Place de la Navigation

VE 25 SEPTEMBRE 14 H
CRITICAL MASS
Le Rousseau

Neuchâtel

VE 2 OCTOBRE 18 H 30 – 21 H 30
SILENCES D'EXILES
LECTURE-DISCUSSION AUTOUR DU PROJET « SILENCES D'EXILES »
NADÈGE ABADIE
L'AMAR 1, Rue de la Coquemène 2000
Neuchâtel

VENDREDI 25 SEPTEMBRE
SOLIDARITÉ AVEC LES MOUVEMENTS POUR LE CLIMAT!
15 H 30 HELVETIAPLATZ, BERNE

Samedi 3 Octobre

CONFÉRENCES STOP PILLAGE

Le *Global commodities summit*, réunion annuelle des spéculateurs des matières premières, se tiendra sous la forme de téléconférences. Le Collectif Stop Pillage va faire de même! Deux conférences seront diffusées en direct sur Facebook (/StopPillage). Voici le programme:

14 H AGROBUSINESS, LIBRE-ÉCHANGE, ÉLEVAGE: CONSÉQUENCES SUR LE CLIMAT ET LES PAYSAN·NE·S EN SUISSE ET DANS LE SUD GLOBAL

- | | |
|---------------------------------------|---|
| Isolda Agazzi Alliance Sud | Parlera des enjeux de l'accord de libre-échange que la Suisse va signer avec le Mercosur pour l'agriculture suisse et l'économie des pays du Sud. |
| Michelle Zufferey Uniterre | Parlera des solutions de lutte de la paysannerie suisse face à l'agrobusiness et au libre-échange. Lire l'entretien page 11. |
| Mathias Schlegel Greenpeace | Présentera le rapport « Moins mais mieux » de Greenpeace, qui analyse les impacts du marché mondial de la viande sur le climat et notre santé. |
| Joseph Jaccaz PEA | Évoquera la concurrence entre l'élevage et l'agriculture pour l'occupation du sol. L'impact de la production de viande sur les changements climatiques et la prise en compte des intérêts des animaux doivent nous amener à considérer un monde sans élevage. |

16 H LES ENJEUX DE L'INITIATIVE « MULTINATIONALES RESPONSABLES »

- | | |
|---------------------------------------|--|
| Lionel Frei Solidar Suisse | Présentera l'initiative sur laquelle les citoyen-ne-s suisses voteront le 29 novembre. Celle-ci constitue une occasion historique d'amener les multinationales suisses à rendre des comptes en matière de violation des droits humains et d'atteintes à l'environnement. |
| Emma Lunghi Pages de gauche | Évoquera les complexes négociations internationales de régulation de polluants organiques persistants et l'implication des lobbys de la pétrochimie pour limiter les restrictions de l'usage des produits chimiques. |
| Pierre Bayenet solidarités | Interviendra sur les limites juridiques d'une initiative constitutionnelle. Il traitera des différentes étapes par lesquelles celle-ci doit passer avant de se traduire dans la loi. Enfin, il évoquera les limites de son application, notamment des freins politiques qui peuvent s'y opposer. |

Impressum
Éditeur
Journal solidaires
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidaires.ch
W solidaires.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
23 n° par an
Comité éditorial
Laura Cazador
Pierre Conscience
Joseph Daher
Marroux Long
Aude Martenot

Julien Nagel
Pierre Roboud
José Sanchez
Rédaction
Gaelle Kovalliv
Marc Leemann
Gabriella Lima
Pascal Vosticki
Françoise Wos

Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Niels Wehrspann/DR
Webmaster
Sébastien L'Haire

Abonnements
Annuel
Étudiant-e-s, chômeur-s.euse-s, AVS/A...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer:
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
dbs@solidaires.ch

Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidaires.ch
W solidaires.ch/genève

Fribourg/Friburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidaires.ch
T +41 79 326 31 34

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidaires.ch
W solidaires.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidaires.ch
W solidaires.ch/vaud

NON À UNE RÉVISION QUI ÉPARGNE LES VÉRITABLES RESPONSABLES DE LA CRISE CLIMATIQUE

Ensemble à Gauche s'oppose à la loi sur le CO₂, retouchée à la marge par les Chambres ces dernières sessions, et la combattra aux côtés des militant·e·s de la Grève Climat. Le dérèglement climatique appelle des mesures rapides et à fort impact sur les émissions de gaz à effet de serre.

Les objectifs fixés restent bien en-deçà de ce qu'exige l'urgence climatique. La loi ne fait pas porter le poids de la transition écologique sur les responsables de la crise. Multipliant les taxes à la consommation, elle cible plutôt la population que les entreprises et les multinationales. La place financière pollue bien plus que la population, mais on épargne les banques. Or, de 2016 à 2019, Crédit Suisse a prêté 75 milliards à la filière des fossiles. UBS a multiplié par neuf ses investissements dans le charbon l'an dernier. Trois quarts des grandes caisses de pension suisses sont sans politique climatique et investissent encore

dans les fossiles. Et la BNS est responsable de 43,3 millions de tonnes d'émissions de CO₂ par an, soit quasi autant que la Suisse entière.

Une loi socialement injuste

Bien que prévoyant une rétrocession de deux tiers de taxes (avions, mazout, essence...) à la population et aux entreprises, la loi est socialement injuste. Elle péjorera le budget des moins riches, sans effets sur les dysfonctionnements systémiques. Le prix de l'essence augmentera, comme celui des billets d'avions, sans pour autant dissuader les privilégié·e·s de polluer massivement. Et les propriétaires pour-

ront répercuter la hausse du prix du mazout ou les travaux pour isoler les bâtiments sur les loyers.

La bourse du carbone: un déni de responsabilité

La loi pérennise la « bourse » du carbone, qui permet aux entreprises des pays riches d'acheter des « droits de polluer » et les mécanismes de « compensation » qui permettent d'externaliser les émissions vers des pays pauvres. Ce mécanisme déplace le problème et retarde une la solution à la crise. Pour nous, les réductions des émissions doivent être faites exclusivement en Suisse. Si la Suisse doit participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays souffrant du réchauffement sans en être responsables, elle ne peut le faire en évitant sur son territoire la neutralité carbone en 2030.

Une loi qui offre une bonne conscience écologique à l'économie

Si la droite du Parlement s'est opposée à une loi qui va, dit-elle, trop loin, nous l'avons refusée, seuls à gauche, pour les raisons inverses. Vert·e·s et PS ont défendu une loi « qui va dans le bon sens ». Mais ces quelques demi-mesures positives offrent une bonne conscience écolo à bon compte à la majorité politique et aux milieux économiques... tout en refermant le débat sur la crise climatique pour longtemps. Or EàG veut ce débat dès à présent pour identifier les responsables et déboucher sur des mesures fortes et obligatoires!

Julien Repond



Le Parlement vote la loi sur le CO₂, les manifestant·e·s sont chassé·e·s de la place fédérale... Berne, 22 septembre 2020.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DOIT EMPÊCHER LA HAUSSE DES PRIMES

Le gouvernement a annoncé mardi une hausse moyenne de 0,5% des primes LAMal, qui pèsera lourdement sur la population dont une part croissante souffre de la crise sociale. Ensemble à Gauche se battra afin d'empêcher cette hausse et de trouver des solutions à long terme pour baisser les coûts.

La pandémie aura souligné une fois de plus l'absurdité du système de santé suisse: ce ne sont pas les caisses maladie mais les collectivités publiques qui ont dû assumer l'essentiel des coûts. De plus, le report d'interventions médicales a réduit les dépenses des assureurs. Selon la Société médicale de la Suisse romande, les primes auraient dû baisser d'au moins 4% en 2021.

Une hausse déconnectée de la réalité

D'autres arguments plaident en faveur d'une baisse. Tout d'abord, les réserves des caisses ne cessent d'augmenter inutilement. De plus, les primes augmentent bien plus vite que les coûts. Entre 2017 et 2020, celles-là ont augmenté de 5,4% contre 2,7% pour ceux-ci. Une différence marquée dans le canton de Vaud, où les primes augmentent, en pourcentage, presque quatre fois plus que les coûts. À Genève, c'est trois fois plus.

Une caisse maladie publique: la seule solution

Face à cette absurdité, une solution existe: une caisse maladie unique et publique, avec des primes proportionnelles au revenu. EàG défendra un projet allant dans ce sens, sans illusion toutefois sur ses chances de réussite: la majorité de droite du Parlement, gangrenée par les lobbies des assurances, étant prête à tout pour défendre le système actuel!

SP

LE NATIONAL S'OPPOSE À DES AVANCÉES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ ET DE LA PAIX

La majorité de droite a balayé plusieurs amendements déposés par Ensemble à Gauche en faveur de la promotion de l'égalité femmes-hommes en matière de bourses d'études ainsi que de la mobilité des personnes d'origine modeste.

Lors de ce débat sur la révision totale de la Loi sur la coopération et la mobilité internationale en matière de formation, un amendement déposé par Ensemble à Gauche, et soutenu par une partie de la gauche, réclamait que la mobilité des femmes et des personnes d'origine modeste soit encouragée. Un autre amendement réclamait qu'au moins 50 % des bourses d'excellence distribuées avec un soutien fédéral bénéficient à des femmes.

Afin de garantir l'égalité des chances inscrite dans la Constitution fédérale, il est essentiel de prévoir des mesures clairement incitatives visant à privilégier des mécanismes de discrimination positive. La mobilité est l'un des multiples facteurs qui, à la suite d'une formation, permet de trouver plus facilement des débouchés dans le monde du travail.

Ces arguments ne sont pas parvenus à convaincre un Parlement sourd à l'égalité. Le premier a été rejeté par 126 voix contre 64 et 1 abstention. Quant au second, seul·e·s 67 élu·e·s l'ont soutenu tandis que 125 s'y sont opposé·e·s.

Exclure la défense, l'armement et les domaines nuisibles aux droits humains de la coopération

Ensemble à Gauche a également déposé un amendement réclamant l'exclusion de la coopération internationale et de la mobilité des domaines de la défense et de l'armement ainsi que de l'ensemble des domaines pouvant porter atteinte aux droits humains. La neutralité suisse ne peut pas se résumer à un concept à géométrie variable! Collaborer avec les universités militaires de certains

pays engagés dans des conflits et qui se voient reprocher de violer des droits humains ou des traités internationaux, dont la Suisse est en plus potentiellement dépositaire, est hautement problématique.

Nous avons cité au Parlement l'exemple d'universités romandes ayant signé des conventions avec l'Université hébraïque de Jérusalem, qui forme l'élite de Tsahal. L'armée israélienne, qui occupe la Palestine, et est responsable de nombreuses violations des droits humains, fréquemment dénoncées

par l'ONU et de nombreuses ONG. Elle est notamment coupable de perpétuer le régime d'apartheid qui règne de part et d'autre de la frontière.

Fidèle à la tradition helvétique de soutien indéfectible aux pays impérialistes, le Conseil national a sèchement rejeté cette proposition par 143 voix contre 44, et 1 abstention. Seul·e·s les Vert·e·s et une partie du groupe socialiste l'ont soutenue. EàG poursuit sa lutte en faveur de l'égalité et d'un monde plus juste! **SP**

PAS D'EMBELLIE EN VUE POUR L'ÉGALITÉ SALARIALE

Lors de cette session parlementaire, Stéphanie Prezioso est également intervenue pour défendre une motion, initialement déposée par la socialiste Min Li Martin dans le cadre de la modification de la loi sur l'égalité. Le texte prévoit des sanctions renforcées en cas d'inégalité salariale entre femmes et hommes lors d'une deuxième infraction.

L'idée serait d'ajouter un article visant à inscrire dans la loi le fait que «L'employeur auprès duquel [...] une discrimination salariale à raison du sexe est constatée un an après la constatation d'une première discrimination de ce type, est puni d'une amende de 40 000 francs au plus».

Rappelons que la révision de la loi sur l'égalité entrée en force en juillet dernier, ne concerne qu'une toute petite partie des entreprises (celles de plus de 100 employé·e·s – 0,9 % des entreprises) et touche moins de la moitié des employé·e·s (46 %).

Le vote n'a pas encore eu lieu à l'heure où nous écrivons ces lignes, mais il est prévisible que, malgré toutes ses limites, cette motion ne passe pas la rampe.

Lorsqu'il s'agit de toucher aux intérêts économiques, les références des principaux partis à la grève des femmes/féministes de juin 2019 disparaissent sous toute une série de considérations autre prétendument prépondérantes.

Lors de cette même session, le Conseil national refusait également une initiative parlementaire visant à prolonger la durée de protection contre le licenciement des femmes au retour de leur congé maternité. Le chemin vers l'égalité réelle est encore bien long...



L'unité de façade affichée lors de la grève féministe disparaît bien vite lorsqu'il s'agit de toucher aux intérêts économiques.

LES SOCIALISTES REFUSENT LE DÉBAT

Suite à la vente spéculative du bloc immobilier de l'avenue Druey à Lausanne, le député Hadrien Buclin a déposé une motion au Grand conseil vaudois visant à remettre la question de l'expropriation sur le tapis.

Iris-Lara yellow_bbl



Les locataires de Druey ont été évacué-e-s en 2019.

L' affaire a été rendue publique le 10 septembre 2020: alors qu'il prétendait mettre les locataires à la porte pour y effectuer des rénovations « nécessaires », l'ancien propriétaire du bien sis à l'avenue Druey 22-30 l'a revendu durant l'été 2020 à l'entreprise de droit public Retraites populaires.

La Municipalité avait la possibilité d'acquérir le bien en usant du droit de préemption prévu par la loi cantonale. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait? L'argument du prix ne tient pas. Compte tenu des taux d'intérêts actuels, une acquisition pour mettre en circuit des logements à loyers modérés ou abordables aurait tout à fait pu être envisagée, avec des d'amortissements possibles sur les décennies à venir.

Gestion municipale en cause

Ensemble à Gauche (EaG) demandait un débat urgent sur cette affaire. Mais la majorité du plé-

num a refusé d'entrer en matière. Les concerné-e-s devront attendre et les locataires se trouvant des situations comparables doivent s'en tenir pour dit: leur protection face aux spéculateurs n'est pas une priorité de la majorité socialiste et Verts, celle-là même qui gouverne depuis plus de 35 ans à Lausanne et qui porte une large de part de responsabilité sur la situation de crise du logement qui y sévit.

Si des situations comme celle de Druey sont amenées à se reproduire, c'est notamment parce que la Municipalité refuse de mener une politique plus proactive d'acquisition de terrain et de développement de logements d'utilité publique sur son sol.

Changer le cadre légal

Mais le cadre législatif supérieur est principalement responsable. C'est la raison pour laquelle notre député au Grand conseil vaudois Hadrien Buclin a déposé une motion pour « lutter contre la spéculation foncière et immobilière. » La principale mesure permettrait aux collectivités publiques la possibilité de lancer, quand les besoins prépondérants de la population en matière de logement ne peuvent être garantis par d'autres moyens, une procédure d'expropriation qui pourrait cibler un immeuble ou un terrain privé, dans la perspective de construire des logements à loyer abordable.

Pierre Conscience

LES INÉGALITÉS SE CREUSENT

À l'Université de Lausanne (Unil), l'année académique s'est ouverte avec son lot de mesures sanitaires liées au Covid-19. Bilan intermédiaire désastreux, une semaine après le début des cours.

Jusqu'aux derniers jours précédant la rentrée, la direction de l'Unil a maintenu les étudiant-e-s dans l'ignorance des modalités de reprise des cours, d'organisation du semestre et même des conditions précises d'accès à l'université. Les étudiant-e-s ont été réparti-e-s en trois cohortes, différenciées par des jetons virtuels de trois couleurs, permettant l'accès aux quelques cours donnés en présentiel lorsque ceux-ci sont de « leur couleur » sur le planning. Qui n'a pas la bonne couleur n'est ainsi pas autorisé-e à accéder au campus et suit le

cours à distance. Une mesure qui a semé la confusion et manqué de clarté dans son application, différenciée selon les effectifs des cours et les facultés.

Télé-enseignement et inégalités

Il est devenu impossible de poursuivre son cursus sans le matériel informatique adapté pour le télé-enseignement. Au minimum une connexion internet performante et un ordinateur. Un espace de travail adéquat est également nécessaire – notamment pour interagir par écran inter-

posé – et de nombreux-e-s étudiant-e-s n'y ont pas accès.

En n'apportant aucune réponse à la hauteur de cette détérioration des conditions et d'accès aux études liée à la crise sanitaire, l'Unil s'aligne sur une politique élitiste qui péjore lourdement l'« égalité des chances » qu'elle proclame pourtant. Le télé-enseignement ne peut-être une solution durable, il est primordial de réfléchir à une organisation du campus garantissant à tou-te-s les étudiant-e-s les meilleures conditions d'apprentissage.

La direction de l'Unil s'est déjà distinguée par sa gestion

désastreuse des débuts de crise sanitaire durant le printemps. Sans en faire de réel bilan ni consulter les représentant-e-s des étudiant-e-s et des salarié-e-s du campus, elle est en train de poursuivre sur cette même logique et renforce ainsi les inégalités d'accès aux études.

L'Université doit être un lieu d'enseignement, d'études, de travail, de recherche collective et de sociabilité. Les étudiant-e-s veulent une voix au chapitre pour repenser de la façon la plus inclusive possible la manière de prendre en compte la situation sanitaire actuelle sur le campus. L'université de Lausanne doit apporter un réel soutien matériel et financier aux plus précaires et mettre fin au système élitiste et productiviste qui creuse les inégalités.

Clara Almeida Lozar

LA TUILE!

Samedi, la vingtaine de travailleurs licenciés de la Tuilerie de Bardonnex, que le propriétaire Ceramic Gasser veut fermer à fin 2020, étaient réunis avec leurs syndicats, devant leur usine, pour expliquer leur combat. Ils luttent pour que survivent leur entreprise, son outil industriel unique, comme leur savoir-faire et leurs emplois.

Des élu-e-s d'Ensemble à Gauche sont venu-e-s sur place en soutien à ce combat. Un soutien déjà concrétisé par une motion au Parlement genevois du député Pierre Vanek (M 2675) «Tuilerie de Bardonnex: Patrimoine, savoir-faire, emplois... Pour un sauvetage indispensable», déjà inscrite à l'ordre du jour de la session des 1^{er} et 2 octobre. Le groupe EàG en demandera l'examen d'urgence.

La motion relève que Ceramic Gasser a abusivement profité du fait que ses salariés se trouvaient en RHT durant le confinement, puis en vacances jusqu'au 17 août, pour annoncer la fermeture et les licenciements avec une consultation se concluant au 13 août.

Elle dénonce la quadruple perte d'emplois, d'un savoir-faire irremplaçable, de patrimoine industriel et pour le patrimoine tout court, que représenterait la disparition de l'usine dont les tuiles, uniques, couvrent les toitures de divers monuments de la région franco-valdo-genevoise du Château de Chillon au Collège Calvin en passant par le Château de Ripaille.

La motion enjoint au Conseil d'État de tout faire pour faire respecter les droits des travailleurs et pour la maintien de l'entreprise. D'autres mobilisations sont prévues sous peu, impliquant également les milieux de protection du patrimoine, aussi concernés.

PV



Neuchâtel Votation

«ADIEU VIEUX MONDE!»

Ce slogan de campagne résume à lui tout seul la volonté des 14 candidates et candidats aux élections communales de Neuchâtel prévues le 25 octobre 2020. Les revendications des manifestations Black Lives Matter, la grève des femmes, les marches pour le climat seront relayées au cours de cette campagne qui milite pour une commune solidaire, féministe, antiraciste et écologiste, qui promeut la culture et la formation. Pour atteindre ces objectifs, les candidates et candidats ont décliné une liste de propositions concrètes, telles que la gratuité des transports publics, des crèches, la promotion de coopératives de logement, l'accès à la culture, la formation, la sensibilisation au sein des écoles aux discriminations raciales et de genre.

Une conférence de presse s'est déroulée à la place du Tertre, en ville de Neuchâtel, le 28 août dernier. Ce lieu représente ce que pourrait être la ville idéale, soit un quartier en zone piétonne, qui encourage la mobilité douce où les générations et les cultures se mélangent sur la place centrale.

La liste présentée est paritaire avec sept femmes et sept hommes. Elle propose une composition variée de travailleurs-euses sociaux, d'acteurs du milieu culturel, des universitaires, une déléguée syndicale, un aide-soignant, un restaurateur, un informaticien...

Actuellement, solidarités occupe trois sièges au Conseil

général. Lors de la législature en cours, l'élue et les élus ont activement milité pour relayer les luttes et mobilisations populaires comme celles citées précédemment. À titre d'exemple, ils et elle ont également permis la mise en place d'une politique active contre le harcèlement de rue ou limiter l'affichage de publicité commerciale en ville.

Pour le Conseil communal, le groupe PoP-Vert-Sol fait liste commune, avec Dimitri Paratte pour représenter solidarités.

Cette année, les élections incluent les communes de Valangin, Corcelles-Cormondrèche, Peseux et Neuchâtel. La commune compte désormais 46 000

habitant-e-s. Cette fusion permettra ainsi aux citoyennes et citoyens d'exercer un choix supplémentaire en soutenant solidarités.

Parmi les actions prévues, une déambulation musicale au sein de la ville a été organisée le vendredi 11 septembre dans le cadre de la campagne «Objectif culture» tandis que 2 débats-conférences sont aussi programmés.

Nous comptons d'avance sur vos voix et votre soutien pour assurer d'une part la poursuite d'une majorité de gauche et d'autre part que notre organisation puisse améliorer sa présence dans le grand Neuchâtel.

Mila Meury-Touré



Genève Migration

PAS DE CENTRE DE RENVOI, NI À GENÈVE NI AILLEURS

Depuis mars 2019, date de l'entrée en vigueur de la réforme de la loi sur l'asile, la menace de l'ouverture d'un centre destiné au renvoi des personnes en exil plane sur Genève. La construction devrait débuter bientôt sur un terrain coincé entre une bretelle d'autoroute et le tarmac de l'aéroport.

Le 19 septembre dernier, une centaine de militant-e-s se sont rassemblé-e-s pour dénoncer ce projet, qui l'automne passé avait été rejeté par une majorité des élu-e-s au Grand Conseil. Un

tilleul a été planté sur le site, symbolisant le refus des expulsions et le droit de s'installer.

Plus de 40 associations se sont groupées pour dénoncer ce centre de renvoi. Le terme

de « centre » est par ailleurs bien usurpé: il s'agit d'une prison, où les personnes en exil se verront soumises à des horaires stricts d'entrée et de sortie, à des fouilles corporelles et des chambres, où la société civile n'aura pas le droit d'entrer. Une zone de non-droit où les violences de la part des employé-e-s (qui sont légion dans les autres centres de Suisse) ne sont ni dénoncées ni sanctionnées.

Soyons nombreuses et nombreux à la manifestation prévue le 3 octobre à 14h à la place de la Navigation pour exprimer notre refus d'un tel projet et notre dégoût face aux politiques racistes mises en place par la Suisse. **AM**

Genève Budget 2021

CONSTRUISONS UNE RIPOSTE UNITAIRE

Nos craintes concernant le projet de budget 2021 étaient fondées: le 17 septembre, le Conseil d'État a annoncé sa volonté de baisser les salaires de la fonction publique de 1%. Dès 2022, il souhaite élever les cotisations des salarié-e-s pour les caisses

de pension et diminuer la part employeur, ce qui représenterait une baisse d'environ 3% des salaires nets. Auxquelles s'ajoutent le gel des annuités un an sur deux et celui de l'indexation. D'ici 2024, le gouvernement prévoit 440 millions d'économies, dont

308 millions sur le dos de la fonction publique! Alors que le patronat réclame des baisses de salaires dans le privé, de telles mesures seraient un signal catastrophique pour l'ensemble des salarié-e-s! Une AG du personnel de l'État aura lieu le 6 octobre à 20h00 au Palladium pour riposter à ces attaques. Mobilisons largement pour cette échéance afin de construire des mesures de luttes unitaires. **JB**

Genève Brèves

UNE RIPOSTE INTERNATIONALE

C'est deux jours après une marche à Paris pour la libération des prisonniers-politiques algérien-ne-s que l'association parisienne « Riposte Internationale » a rejoint le collectif « Forum des Libertés » à Genève, pour un rassemblement de protestation contre la répression de la presse et plus largement contre les dérives autoritaires du gouvernement algérien.

Ces rassemblements font écho à la condamnation en appel à deux ans de prison du journaliste algérien Khaled Drareni. Une lettre de dénonciation a symboliquement été remise au Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Nous étions présent-e-s pour dénoncer toute forme de répression à l'égard de la presse et/ou de la population algérienne. **DG**

MOBILISATION À L'AÉROPORT

Le 11 septembre, 150 personnes ont défilé pour s'opposer aux licenciements chez KLM Air France. Une camarade du SSP l'a résumé: « Quand on est actionnaire, on voyage en 1^{re} classe et on touche des millions de francs de dividendes par année. Quand on est employé, on voyage en soute et on voit les conditions de travail et le salaire diminuer! » Les syndicats ont fait une proposition, soutenue par 1500 client-e-s, à la direction pour maintenir des dizaines d'emplois et accompagner les employé-e-s qui souhaitent partir avec un plan social digne. À Swissport, la convention collective prenant fin le 1^{er} octobre, le personnel vient de voter des mesures de lutte! À suivre et à soutenir! **TV**

PANDÉMIE, POLARISATION ET RÉSISTANCE AUX ÉTATS-UNIS

Pour évoquer la situation actuelle aux États-Unis, nous sommes entretenus avec Ashley Smith, membre des Democratic Socialist of America (DSA) à Burlington, Vermont, rédactrice régulière de nombreuses publications, dont *Truthout*, *Jacobin*, *New Politics*, *Harpers*, *Spectre* et *Tempest*.

Quels ont été les effets du Covid-19 sur la situation socio-économique des États-Unis? Il est important de comprendre que l'économie mondiale se dirigeait vers une récession avant même que la pandémie ne frappe. Le Covid-19 en a été le déclencheur et non la cause. Aux États-Unis, la crise est stupéfiante : le PIB réel s'est contracté de 31,7 % au deuxième trimestre et de 5 % pour l'année. L'effondrement de l'économie a jeté 20 millions de personnes au chômage, le portant à près de 15 %.

Aujourd'hui, bien que l'économie ait commencé à se redresser, voyant le taux de chômage tomber à 8 %, des millions de travailleurs-euses restent sans emploi et font face à des expulsions massives pour ne pas avoir pu payer leur hypothèque ou leur loyer.

Le gouvernement états-unien s'est empressé de tenter d'arrêter la chute de l'économie, comme pendant la récession de 2007. La Réserve fédérale a versé plus de 2300 milliards de dollars dans l'économie, en réduisant les taux d'intérêt, en faisant marcher la planche à billets, en achetant des titres et en accordant des prêts aux banques, aux entreprises et aux gouvernements des États et des municipalités. Le gouvernement fédéral a injecté 2000 milliards supplémentaires pour maintenir en vie l'économie.

Si les Démocrates ont obtenu des avantages importants pour les

travailleurs-euses, tels que l'augmentation des allocations chômage et le versement unique de 1200 dollars par personne, Trump et le parti Républicain ont veillé à ce que l'essentiel du renflouement revienne aux entreprises, maintenant en vie toutes sortes d'entreprises zombies qui, autrement, auraient disparu.

Mais, contrairement aux espoirs et aux prévisions des bourgeois-es, ce plan de sauvetage n'a pas produit une forte reprise. La pandémie en cours a forcé les États et les villes à se confiner ponctuellement, empêchant un fonctionnement économique normal.

Trump et les Républicain-e-s ont refusé de passer à un autre plan de relance. Ils-elles sont réticents à augmenter la dette et le déficit du gouvernement et s'opposent à l'augmentation des allocations de chômage et des paiements individuels en espèces. Selon un mythe bien ancré qu'ils-elles partagent, cela encouragerait les travailleurs-euses à ne pas chercher d'emploi.

Néanmoins, le gouvernement états-unien a encore une fois sauvé le capitalisme. Mais ce faisant, il a empêché le nettoyage des entreprises privées non rentables du système. Cela nous garantit que nous ne verrons pas une profonde récession suivie d'un fort rebond de la croissance, mais une récession prolongée, avec trop de sociétés pro-

duisant trop de choses qu'elles ne peuvent pas vendre à des taux de profit suffisamment élevés.

Quel est l'état actuel du mouvement Black Lives Matter? Est-il toujours dynamique? Le mouvement Black Lives Matter de cet été est la plus grande vague de manifestations de l'histoire des États-Unis. Pas moins de 26 millions de personnes ont participé aux mobilisations qui ont traversé le pays depuis le meurtre raciste de George Floyd par la police à Minneapolis. Après 2014, il s'agit de la deuxième grande vague du mouvement, plus massive et à certains égards, plus radicale que la première.

Cette rébellion multiraciale dirigée par les noir-e-s semble en grande partie spontanée, mais en son noyau on trouve des militant-e-s actifs-ves en réseau dans des formations nationales et locales. Au-delà de ce noyau, il y a un courant de masse organisé de manière informelle, constitué de jeunes étudiant-e-s et travailleurs-euses qui ont discuté de livres antiracistes et organisé diverses actions depuis la première vague de manifestations. En conséquence, on trouve aujourd'hui dans le mouvement des militant-e-s préexistant-e-s en attente, armé-e-s d'idées et d'af-fiches, de bannières et de t-shirts Black Lives Matter.

La revendication centrale et radicale du mouvement est de démanteler la police. L'aile gauche du mouvement est très claire sur le fait que l'abolition de la police doit se revendiquer dans le cadre d'une lutte plus large pour un changement de système, par une mobilisation de masse dans les rues, les communautés et les lieux de travail.

En revanche, les courants libéraux et le Parti Démocrate visent à contenir cette radicalité, à redéfinir le *defunding* comme de simples coupes budgétaires dans les services de police. Ainsi, ils cherchent à rediriger cette contestation vers l'impasse de la réforme. Les Démocrates espèrent sortir le mouvement des rues et le mener à faire campagne pour Joe Biden. Ainsi, il y a une lutte au cœur du mouvement sur sa politique, ses stratégies et ses tactiques.

Le mouvement a prouvé une fois de plus que la lutte sociale, de classe et de masse est bien plus efficace que la politique électorale pour gagner des réformes. Il a remporté plus de victoires en quelques mois que des décennies de vote et de lobbying pour les Démocrates. Il a contraint les villes à réduire les budgets de la police, à l'expulser des écoles de diverses villes et à rediriger les fonds vers les services sociaux et l'éducation.

Malgré ces avancées, nous sommes encore loin d'avoir remporté le démantèlement de la police. Elle continue de brutaliser et de tuer les personnes noires en toute impunité.

Y a-t-il d'autres mouvements majeurs ayant une influence? Depuis la Grande Récession, nous avons assisté à des explosions épisodiques de luttes. Celles-ci ont commencé avec Occupy, le mouvement Black Lives Matter, et une poignée de grèves, dont la grève du syndicat des enseignant-e-s de Chicago en 2012, qui a inspiré les grèves des enseignant-e-s les années suivantes.

Depuis son élection, Trump a provoqué un nouveau cycle de protestations en commençant par la Marche des femmes dès le début de son mandat. Depuis lors, nous avons vu des manifestations contre ses attaques contre les droits des immigré-e-s et des musulman-ne-s et une vague de grève parmi les enseignant-e-s, à commencer par leur révolte en 2018 lorsque des enseignant-e-s ont fait grève illégalement dans plusieurs États contrôlés par les Répu-



Rassemblement pour un salaire minimum dans l'État de l'Illinois. «McDo: si tu affirmes que la vie des noir-e-s compte, paie-nous 15\$ et autorise-nous à former un syndicat»

blicain-e-s. Cette révolte a inspiré d'autres enseignant-e-s à organiser des grèves dans des villes contrôlées par le Parti Démocrate comme Los Angeles, Chicago et Denver.

La pandémie et la récession ont obligé les travailleurs-euses, en particulier les travailleurs-euses noir-e-s et de couleur dans les industries essentielles, à prendre des mesures pour protéger leur santé. Les travailleurs-euses des hôpitaux, des écoles, d'Amazon et des usines de transformation de la viande, pour n'en nommer que quelques-unes, ont organisé des manifestations et, dans certains cas, des grèves pour obtenir un équipement de protection individuelle et une prime de risque.

Quel avenir pour les DSA et plus généralement la gauche aux USA?

Nous sommes au milieu d'une crise profonde du système capitaliste, avec de multiples caractéristiques interdépendantes – un marasme mondial prolongé, une pandémie en cours, le changement cli-

matique et l'intensification de la rivalité inter-impériale entre les États-Unis et la Chine. C'est la crise systémique la plus grave depuis les années 1930.

Aux États-Unis, cela produit une profonde polarisation politique : vers la gauche incarnée par les DSA et le nouveau mouvement socialiste, et vers la droite sous la forme d'un Trump au sommet du parti républicain avec les rangs croissants des milices d'extrême droite et fascistes organisées. L'*establishment* capitaliste est de plus en plus orienté vers le Parti Démocrate dans un espoir désespéré de stabiliser ce qui semble être un État et une économie en faillite.

Dans des conditions de profonde récession et de pandémie, les travailleurs-euses et les opprimé-e-s sont poussé-e-s à se battre pour leur vie, du soulèvement multiracial dirigé par les noir-e-s contre la brutalité policière jusqu'aux grèves. La gauche émergente devra se fondre dans une force, éventuellement un nouveau parti socialiste, qui peut aider à mener ces luttes par en bas et fournir

une alternative pour défier à la fois l'*establishment* capitaliste du Parti Démocrate, le parti républicain trumpiste et l'extrême droite.

DSA est le mieux placé pour lancer l'effort de création d'un nouveau parti. Mais ses nombreux courants ne sont pas unis derrière ce projet : certain-e-s restent engagé-e-s dans le projet de Sanders de s'emparer du Parti Démocrate ; beaucoup espèrent utiliser le scrutin en faveur du Parti Démocrate pour constituer une force de politiciens-ennes élu-e-s afin de lancer éventuellement un nouveau parti à l'avenir ; et la plupart sont orienté-e-s dans une voie électorale vers la formation de ce nouveau parti.

La question sera de savoir si la gauche révolutionnaire à l'intérieur et aux côtés des DSA peut plaider pour une stratégie différente, centrée sur la lutte de classe, la lutte sociale et le travail électoral local indépendant des deux partis capitalistes, dans le but de lancer un nouveau parti socialiste dès que cela sera possible. Tout le monde à l'intérieur de la gauche et à DSA

débattent de ces idées dans la perspective des élections.

Dans le cas improbable bien que possible d'une victoire de Trump, nous sommes déterminé-e-s à mener le combat de nos vies contre une droite enhardie. Dans le cas plus plausible d'une victoire de Biden, nous devons faire en sorte que DSA s'engage dans une lutte à deux fronts – l'un pour forcer l'administration Biden à mettre en œuvre ce que nous voulons et l'autre contre une droite beaucoup plus radicale, militarisée et dangereuse que le Tea Party ne l'était sous Obama.

Si Biden gagne, le plus grand danger est qu'il se voit offrir un « état de grâce » par la gauche, ouvrant la porte à la droite pour passer à l'offensive et fixer les conditions de la lutte en politique, dans la rue et sur les lieux de travail. Nous sommes au milieu d'une crise profonde aux proportions historiques, pleine de grands dangers à droite et d'énormes opportunités à gauche. Notre avenir est en jeu.

Propos recueillis par Joseph Daher
→ Version longue sur le site

LES FEMMES COMME FAIRE-VALOIR DE LA CAMPAGNE

Les partisan·e·s de l'achat d'avions de combat mobilisent l'engagement des femmes dans la sécurité pour appuyer leur campagne. Mais l'armée est-elle vraiment égalitaire? Décryptage avec Stéphanie Monay, dont la thèse porte sur les femmes dans l'Armée suisse.

Concrètement, quelle est la place des femmes dans l'Armée suisse?

À l'heure actuelle, l'engagement volontaire des femmes dans l'Armée suisse représente 0,7% de l'effectif. La Suisse se caractérise par une très faible féminisation: les pays voisins affichent des chiffres plus élevés, comme la France, armée professionnelle, avec environ 15% de femmes. L'Autriche, également sous le mode d'une armée de milice, dépasse quant à elle les 2%. Selon mes données, elles endossent plutôt des fonctions militaires non combattantes.

L'armée utilise-t-elle fréquemment les figures féminines dans ses campagnes de communication? Cela dépend des périodes et des besoins de l'armée. Plus récemment, l'image de la femme militaire est publicisée notamment lorsqu'une pionnière, comme Fanny Chollet en 2019, endosse une fonction ou un rang militaire qui était jusqu'alors monopolisé par les hommes. Cela permet à l'armée de présenter un visage plus progressiste, cette institution étant plutôt reliée dans les représentations aux valeurs conservatrices.

Y a-t-il une véritable égalité de traitement entre femmes et hommes au sein de l'Armée suisse? L'armée se base sur une logique fortement méritocratique, fondée notamment sur l'égalité de traitement. Or, l'égalité de traitement n'est pas l'égalité des chances: les inéga-



L'image de la campagne pour le oui

lités sociales ne sont pas compensées. Pour l'Armée suisse, si vous avez les capacités, vous pourrez accéder à toutes les fonctions, tous les rangs, toutes les responsabilités. Mais ces capacités sont construites sur un modèle masculin très «viril»: force physique, leadership, confiance en soi, etc. Dès lors, il est plus compliqué pour les femmes, socialisées en tant que telles, de répondre aux attentes de l'institution. Leur engagement se caractérise ainsi souvent sur le mode du surinvestissement.

Les femmes militaires rencontrent-elles des obstacles particuliers? Un des aspects qui compliquent particulièrement leur quotidien militaire est l'inadaptation des infrastructures et matériels aux femmes. Les femmes étant logées dans des chambres séparées des hommes, elles se retrouvent parfois isolées dans un bâtiment loin de la troupe. Dès lors, les informations leur parviennent difficilement. Lors de certains exercices, il n'y a pas de lieu d'aisance pour elles. Ou encore, elles se

retrouvent noyées dans une combinaison anti-feu qui n'est pas disponible à leur taille.

Ces petits détails, mis bout à bout, compliquent la réalisation de leurs tâches et missions, alors qu'elles se trouvent dans un contexte déjà éprouvant physiquement et mentalement. Les femmes sont souvent considérées par les cadres comme des éléments de «problèmes organisationnels»: mais le problème c'est que l'institution a été pensée pour les hommes et qu'elle n'a pas adapté ses infrastructures à la présence de femmes.

De nombreux cas d'agressions sexuelles ont été dénoncés ces dernières années au sein des armées, notamment en France et aux USA: qu'en est-il ici? De tels phénomènes existent bien entendu dans l'institution helvétique, mais leur ampleur reste difficile à estimer.

Selon moi, ils sont bien moins nombreux que dans le cas d'armées professionnelles, où l'entre-soi est plus important et où les forces militaires sont engagées dans des conflits. Ce qui semble certain, c'est que l'institution militaire peine à gérer les cas d'agressions sexistes et sexuelles, tout comme la police ou la justice. Le rapport fortement hiérarchique entre les membres y est pour quelque chose, tout comme les stéréotypes qui entourent les femmes militaires. Celles-ci sont sursexualisées, on leur prête des intentions d'ordre sexuel, avec des termes consacrés tels que *Kompanie-Matratze* («matelas de la compagnie») et pléthore de rumeurs sur leur moralité.

À l'avenir, peut-on attendre des améliorations pour les femmes engagées dans l'Armée suisse? Le projet actuel de réorganisation de l'Armée suisse, le «DEVA», ne prévoit pour l'instant rien de particulier à l'intention spécifique des engagées volontaires. Des choses pourraient pourtant être appliquées, comme une procédure claire et neutre en cas d'agression sexiste et sexuelle, des infrastructures et du matériel adaptés, une formation renforcée des cadres aux enjeux d'égalité et de discriminations, etc. Mais tout cela induit bien sûr des dépenses.

Propos recueillis par Pierre Raboud

LES PAYSAN·NE·S ATTAQUÉ·E·S PAR LE LIBRE-ÉCHANGE

Michelle Zufferey, secrétaire d'Uniterre, interviendra lors du forum Stop Pillage. Nous lui avons posé quelques questions sur les enjeux actuels de la paysannerie face aux accords de libre-échange (ALE).

Un comité dont Uniterre est membre vient de déposer le référendum contre l'ALE avec l'Indonésie. Celui avec le Mercosur sera prochainement validé par le Parlement suisse, entraînant une nouvelle bataille référendaire. Quels sont les principaux problèmes de ces accords ?

Les ALE promeuvent une agriculture industrielle qui utilise des pesticides, néfastes pour l'environnement et les personnes. Ils renforcent les monocultures et la déforestation qui sont fatales à la biodiversité. De plus, le libre-échange implique le transport de produits sur de très grandes distances, ce qui a un impact sur le climat. Mais il y a aussi les impacts sur les paysannes et paysans, les petit·e·s cultivateur·e·s : perte de leurs terres par accaparement, contamination des eaux et des sols...

Ces ALE ne sont ni démocratiques, ni équitables. Ils sont négociés dans le plus grand secret, sans inviter les représentant·e·s du monde paysan et ouvrier, ni des organisations de défense des droits des personnes et de l'environnement. Ce sont bien les multinationales de l'agro-alimentaire qui y dictent leur loi.

Si un référendum contre le Mercosur est lancé, Uniterre le soutiendra, mais nous n'en serons pas les initiateur·e·s.

La récolte a-t-elle été facile ? Pensez-vous que le référendum pourrait gagner en votation ? Grâce à l'engagement des membres du comité référendaire, la récolte a été relativement facile. Mais je crois que de plus en plus de personnes sont sensibles à la question de l'huile de palme, par respect pour les droits humains et en raison d'une prise de conscience des enjeux environnementaux et de l'urgence climatique. Pour que la votation soit éga-

lement un succès, il faudra construire un large front de soutien de citoyen·ne·s, partis politiques et d'ONG. Nos adversaires ont d'immenses moyens financiers. Mais je veux croire que nous pouvons gagner !

La transformation de l'agriculture est vitale pour la préservation du climat et de la biodiversité. Les paysan·ne·s se sentent souvent montré·e·s du doigt. Comment réussir le passage à une agriculture respectueuse de l'environnement avec et non pas contre eux·elles ? Les paysan·ne·s sont soumis·es à une très grande pression sur les prix. Ils·elles produisent souvent en dessous du coût réel de production. C'est injurieux ! À cela s'ajoutent la difficulté de négocier les prix et, souvent, le manque de transparence dans les filières. Les exigences qui leur sont posées sont toujours plus lourdes. Ils·elles doivent se conformer aux

directives de la politique agricole et utilisent des produits qui ont été homologués sur la base de tests des... fabricants eux-mêmes.

Il faut un changement radical du système alimentaire ! Entre autres se mobiliser aux niveaux communal et cantonal pour mettre en place des forums pour un autre système alimentaire, appliquer les principes de la souveraineté alimentaire, ce qui se fait déjà un peu en Suisse romande.

Il est important aussi de soutenir les paysan·ne·s en consommant local, de saison, en circuit court. Ce type de consommation doit être favorisé par les pouvoirs publics pour le rendre accessible à toutes et tous.

Il faut aussi faire pression sur la grande distribution et les multinationales. Elles ne doivent plus pouvoir privatiser les bénéfices et socialiser les coûts environnementaux et sociaux.

UN FORUM VIRTUEL

À cause de la pandémie, le collectif Stop Pillage n'organiserait pas son traditionnel forum contre la spéculation. Par contre, deux conférences seront diffusées en direct sur Facebook, la première sur les conséquences sur le climat et les paysan·ne·s du libre-échange agricole, la deuxième sur l'initiative « Multinationales responsables ». → Programme en page 2

Une partie de la première conférence du Forum Stop Pillage traitera de l'impact de l'élevage sur le climat, que les accords de libre-échange vont aggraver. Quelle est votre position sur cette question ? Tout d'abord, les transports d'animaux vivants et/ou débités à travers l'Europe et la planète est une aberration parce que les ALE, comme je l'ai dit, renforcent l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage. On connaît les effets dévastateurs de ce type d'élevage.

Il est vrai aussi que nous devons consommer moins de viande. Mais Uniterre n'est pas contre l'élevage. Il permet de valoriser des terrains en pente et le fumier des animaux est un amendement intéressant pour enrichir les sols. Il faut aussi que la plus grande partie des fourrages proviennent de la ferme ou des environs.

Propos recueillis par Niels Wehrspann
→ Version longue sur le site



Les feux de forêts en Amazonie sont en partie causés par le besoin de produire plus de viande et de fourrage pour l'exportation. Apui, Brésil, août 2020.

L'UE EXPORTE LES PESTICIDES QU'ELLE INTERDIT

Le cynisme des capitalistes n'est plus à démontrer. Dans l'industrie chimique, il est à la hauteur de leurs dividendes: astronomique. Dirigeant-e-s et actionnaires sont passés maîtres dans l'art de la duplicité.

L'Union européenne (UE) fanfaronne en déclarant que sa législation concernant les substances toxiques est plus stricte que les conventions internationales. Mais comment cela se traduit-il dans la réalité?

Une récente enquête a révélé qu'en 2018, 82 000 tonnes de pesticides interdits dans le territoire européen ont été exportés hors UE. C'est l'équivalent des pesticides consommés en France. Ce n'est donc pas un commerce marginal.

Le Royaume-Uni est le premier exportateur de ces substances et sept pays européens se répartissent 90% de cette production maudite.

Est-ce un trafic clandestin, voire illégal? Pas le moins du monde. Les différents ministères de l'environnement nationaux et l'agence européenne des produits chimiques ont produit en bonne et due forme toutes les notifications d'exportation. C'est d'ailleurs sur l'étude de ces papiers que se fonde l'enquête. Une fois acceptés, ces certificats sont envoyés aux autorités des pays de destination. Tout le processus est donc parfaitement légal.

Syngenta first

Selon ses habitudes, la firme helvétique Syngenta se distingue à nouveau dans ce processus. Le

produit le plus exporté, à base de paraquat (28 000 tonnes, soit le tiers des exportations totales), est confectionné dans son usine britannique de Huddersfield. Notons que cet herbicide est interdit en Suisse depuis 1989 et dans l'UE depuis 2007. Autre succès pour le groupe bâlois, l'atrazine. Interdite dans l'UE depuis 2007, cet herbicide continue toujours d'être pro-

duit en France et est destiné à l'Ukraine, grand grenier à blé de l'Europe.

Le premier importateur dans ce commerce mondial n'est pas un pays pauvre, mais les États-Unis. Il est suivi par le Brésil, l'Ukraine et le Japon. En effet, les principaux utilisateurs de ces produits toxiques sont aussi les grands exportateurs de produits alimen-

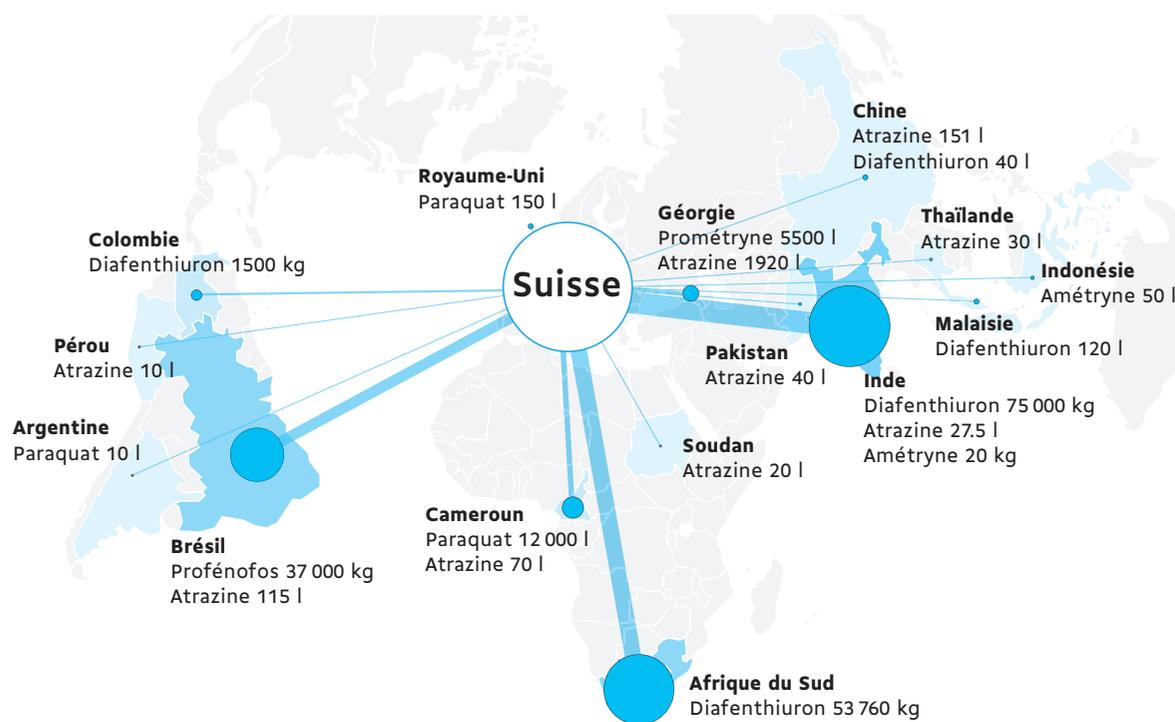
taires transformés (viande, café, jus d'oranges, soja).

Ce commerce semble très rentable puisqu'il est en augmentation. Ainsi, l'UE a autorisé à l'exportation en 2019 neuf nouveaux pesticides interdits, représentant une capacité de 8000 tonnes. Ce ne sont donc pas les pelouses privées qui sont visées.

Demeure donc une interrogation. À quoi servent les milliers de fonctionnaires de l'UE? Un exemple supplémentaire de l'inutilité de cet immense appareil administratif et politique.

Pour nous, la conclusion doit être claire. Toute substance interdite d'usage sur le territoire de l'UE doit être interdite de fabrication. En attendant que les groupes chimiques passent sous contrôle public et soient profondément restructurés dans leur fonctionnement et leur finalité. Évidemment, aucune indemnité ne serait versée à leurs actionnaires. Juste sanction pour les crimes qu'ils provoquent.

José Sanchez



Pesticides interdits déclarés à l'exportation depuis la Suisse (2012-2019)

LUBRIZOL, BEYROUTH... FACE AUX DANGERS INDUSTRIELS, VIVE L'AUTODÉFENSE POPULAIRE

Voici un extrait d'une tribune parue sur le site Reporterre le 9 septembre et signée par plusieurs centaines de personnalités, militant-e-s et organisations écologistes. Les autrices-teurs ont créé Notre maison brûle, une plateforme pour une autodéfense populaire, et appellent à des rassemblements le 26

septembre, un an après la catastrophe de Rouen.

- « Il est temps de se mobiliser concrètement pour :
- Produire un savoir populaire des dangers industriels et technologiques;
 - Empêcher l'allègement de la réglementation qui permet-

trait l'implantation dans des conditions inacceptables de nouveaux sites industriels;

- Agir pour supprimer les activités industrielles dangereuses remplaçables immédiatement;
- Réduire et surveiller celles dont nous ne pouvons pas nous passer dans un premier temps.

Nous n'avons pas besoin des engrais à base de nitrate d'ammonium, qui sont à l'origine de l'accident de Beyrouth. Une alternative existe: l'agriculture biologique qui utilise des engrais naturels, à condition d'investir massivement dans la transition agricole.

→ Reporterre.net



Exercice naval conjoint des armées française et grecque en Méditerranée orientale, août 2020

International Grèce / Turquie

UNE FOIS ENCORE AU BORD DU GOUFFRE GUERRIER

La Grèce et la Turquie se trouvent, à nouveau, au bord d'une guerre. Au-delà des aspects conjoncturels, la raison de fond est l'antagonisme pour les ressources d'accumulation de capital.

En temps de crise, cet antagonisme s'intensifie encore davantage. En particulier depuis que les fonds de la Méditerranée orientale (années 2000) se sont transformés en ressources potentielles exploitables.

La bourgeoisie grecque s'est empressée de former une alliance avec les États chypriote, israélien et égyptien pour exploiter les ressources éventuelles en Méditerranée orientale. Ceci avec le soutien de l'UE, un soutien y compris financier (en contradiction flagrante avec la rhétorique européenne en faveur d'une « transition climatique »). Notamment à travers le projet « East Med », impliquant la construction d'un oléoduc vers l'Union Européenne. Chypre a, par ailleurs, déjà procédé à des explorations, dans ces « Zones d'Exploitation Économiques » (ZEE),

définies avec les autorités étatiques voisines du Liban, Israël et l'Égypte.

Stratégie d'exclusion

Tous ces projets s'inscrivent dans une stratégie d'exclusion de la Turquie qui est pourtant le pays avec les plus importantes frontières maritimes de la région. Cela reproduit, à une plus grande échelle, l'antagonisme gréco-turc qui existe en mer Égée depuis 50 ans (aggravant la conflictualité historique entre les deux pays). C'est en effet lors de la grande crise capitaliste des années 1970 que la mer Égée s'est transformée en terrain d'exploitation potentielle des ressources minières. Il s'agissait alors de la première course à l'exploitation de possibles gisements d'hydrocarbures.

Or, du point de vue d'une nature « exploitable », la mer Égée a une

particularité unique au monde. Il suffit de regarder sur une carte pour s'en convaincre : la mer Égée est un passage entre la Méditerranée et la Mer Noire, avec de nombreuses îles qui appartiennent presque toutes à la Grèce. Une série de ces îles se trouvent juste en face de la frontière maritime turque. Dès lors, les diverses délimitations, maritimes ou aériennes (partage de responsabilités sur le sauvetage en mer, aviation civile, etc.), peuvent avoir une incidence disproportionnée sur les exploitations éventuelles des ressources - y compris traditionnelles, comme la pêche.

Dynamique guerrière

Depuis, la Turquie vit sous la menace grecque d'appliquer unilatéralement le « droit international » de 12 milles pour ses eaux nationales, qui transformerait la

mer Égée en vrai « lac grec », interdisant de fait toute sortie vers la mer Égée des bateaux turcs et réduisant aussi le fond exploitable par la Turquie à des superficies ridicules (autour de 7 %).

Par ailleurs, la délimitation du plateau continental sous-marin (en gros la version traditionnelle de la ZEE) en mer Égée en dépend aussi. C'est pourquoi des incidents mineurs peuvent se transformer en une dynamique réellement guerrière. Les deux États s'étaient d'ailleurs trouvés en situation de quasi guerre en 1996 à cause d'un incident autour d'un rocher sans aucune importance (Imia/Kardak).

De plus, il y a aussi la traditionnelle rhétorique de la « souveraineté nationale » bafouée. L'État grec a par exemple décidé (en 1930 déjà) qu'il disposait d'un espace aérien qui dépasse de 4 milles son espace maritime. Depuis plus de 50 ans, les avions de combat grecs et turcs « jouent » à une forme de guerre dans cet espace contesté, présentée par les médias (et les forces politiques) de chaque pays comme des violations quotidiennes de leur « souveraineté nationale ».

La situation actuelle peut déboucher sur davantage de dangers. La Méditerranée étant plus vaste, les enjeux sont également plus importants, économiquement mais aussi en termes de dynamiques géopolitiques (par exemple en Libye où chaque pays soutient des belligérants différents). Aussi, ces tensions se déroulent sur fond de crise profonde, pour les deux pays, mais aussi pour toute la région et la « forteresse » UE : guerres et migrations, psychoses nationalistes, coronavirus, crise financière, restructurations des industries d'armes et de l'énergie impliquées directement dans la région.

Ces risques de menaces de guerre ne peuvent être stoppés dans l'arène du cannibalisme marchand. Seuls des mouvements populaires et sociaux peuvent renverser leur dynamique, jusqu'à - et y compris - par l'arrêt des forages sur toute la Méditerranée, en eaux nationales et internationales. Dans les deux pays, des mouvements sociaux et des organisations de gauche (même minoritaires) luttent pour ce type d'orientation politique. Cette situation encourageante doit passer par des formes d'organisations et de collaborations encore plus importantes.

Tassos Anastasiadis ■

RÉPRESSION À BOGOTA: QUI A DONNÉ LES ORDRES?

Après les accords de paix, signés en 2016, entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC, les médias dominants donnaient l'image d'un pays « pacifié ». Or, la répression des mouvements sociaux n'a jamais cessé.

Les 9 et 10 septembre, la police nationale colombienne a tiré sur des manifestant-e-s lors des protestations contre la mort de Javier Ordóñez, tué par des agents. Un nouveau massacre, le 56^e depuis le début de l'année.

Il y a au moins 11 morts et 403 blessé-e-s, dont 72 par balle. Claudia López, maire de Bogota, affirme que les autorités policières « ont désobéi aux instructions expresses et publiques de la mairie » et conclut

par cette question : « Alors, à qui obéissent-elles ? ». Les institutions se renvoient la balle, alors que le sang de la nuit passée sèche sur le pavé couvert de décombres.

Les protestations avaient commencé après l'assassinat de Javier Ordoñez. Accusé d'avoir enfreint la quarantaine, cet homme de 43 ans fut soumis par des policiers à des décharges électriques constantes. Les légistes ont en outre constaté neuf fractures du crâne et des

coups sur la pommette, le cou, les épaules et le thorax qui ont causé sa mort. Un passage à tabac effectué dans un Commando d'action immédiate (CAI) [unité de police de quartier].

Une longue liste de méfaits

Durant deux nuits, des CAI furent incendiés. Et pas seulement à cause du cas de Javier. La liste des méfaits qui y ont été commis est interminable :

- à Bosa Laureles, des policiers ont violé une femme;
- à Codito, des policiers ont torturé des détenus et les ont obligés à jouer à la roulette russe;
- à Soledad, des policiers ont torturé et détrossé des défenseurs des droits humains;
- à La Gaitana, un jeune fut séquestré et torturé;
- à Britalia, douze policiers étaient liés à un micro-traffic de drogue;
- à Oneida, des policiers ont escroqué des habitant-e-s;
- à Las Americas, quatre policiers ont violé une fille de 13 ans;
- à San Diego, deux femmes de 22 et 23 ans ont dénoncé des abus sexuels commis par des policiers durant les protestations du 10 septembre.

Après deux nuits de massacre commis par l'État, le ministre de la Défense Carlos Holmes Trujillo

affirme que les protestations sont orchestrées par les réseaux sociaux et déclare : « On renforcera le dispositif policier à Bogota avec 750 hommes, plus 850 en provenance d'autres régions du pays. 300 soldats de la 13^e brigade de l'armée appuieront le travail de la police nationale dans la capitale colombienne ».

À cela, s'ajoutent les 55 massacres déjà commis en Colombie durant l'année 2020. Selon l'Institut d'études pour le développement et la paix, en neuf mois douze massacres se sont produits à Antioquia, huit dans le Cauca, Nariño et le Nord de Santander, cinq à Putumayo, quatre dans le Choco, deux à Córdoba, la vallée del Cauca et Bolivar, trois dans l'Atlantique, une dans l'Arauca, Huila, Magdalena, Tolima, Caldes, Cundinamarca, Meta et Cesar. Malgré le fait que Iván Duque [président de la république] insiste pour qualifier ces faits d'« homicides collectifs », il n'existe pas de nuances. La tuerie de personnes, généralement sans défense, causée par une attaque armée est un massacre.

Bogotá brûle et tous sont coupables, sauf ceux qui tirent

Il faut souligner que la brutalité policière n'est pas nouvelle en Colombie. Il y a un peu plus de deux mois, Anderson Arboleda, un jeune de 24 ans, est mort à Puerto Tejada, après qu'un policier l'ait frappé à la tête pour avoir enfreint la quarantaine. Tout comme en novembre 2019 : Dylan Cruz fut assassiné par l'ESMAD avec une escopette calibre 12 durant la grève nationale.

Dans son allocution du 12 septembre, Iván Duque a affirmé que la police a fait preuve d'une attitude courageuse durant le massacre, il a mentionné des arrestations et invité la population à la confiance envers les institutions. On sait également que le président a rejeté la réforme structurelle de la police. Maintenant, alors que le sang a séché, les politicien-ne-s « offrent le pardon aux victimes ». Les actes symboliques continuent et la direction de l'institution reste intacte après que, selon les paroles de la maire, se soit produit le « fait le plus grave survenu à Bogota depuis la prise du Palais de justice », le 6 novembre 1985 [prise d'otages par le Mouvement du 19 avril, qui se solda par une centaine de morts, tués par l'armée].

Nicolás Rocha Cortés (journaliste et photographe colombien). Traduction de l'espagnol et adaptation : Hans-Peter Renk



Die-in à Bogotá, 17 septembre 2020



Culture National

LES ARTISTES PAYERONT AUSSI LA CRISE

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la prise de position de notre camarade Stéfanie Prezioso au Conseil national sur les mesures prévues par la Confédération pour le secteur culturel pour la période 2021-2024.

La Confédération s'est inspirée librement pour asseoir ce projet sur la définition que donne l'UNESCO de la culture soit «...l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeur, les traditions et les croyances».

Une orientation stratégique sur ces questions fondamentales devrait donc se donner les moyens de prendre en compte les défis que posent les transformations des sociétés, des modes de vies, des relations sociales, du rapport que nous avons avec la nature mais aussi, si les mots ont un sens, de répondre aux inégalités sociales, de genre, de provenance et d'origine. [...] Or, force est de constater que nous en sommes loin.

Tout d'abord, au niveau des maigres ressources que la Confédération décide d'y consacrer, des sommes dérisoires si on les com-

pare au budget pharaonique de l'armée, en particulier à l'achat de nouveaux avions de combat. [...]

Il me sera répondu que les communes et les cantons sont les bailleurs de fonds les plus importants (à hauteur de plus de 80%) et que la Confédération y joue un rôle d'appoint; des cantons et des communes qui sentent déjà les effets de la RFFA et délèguent encore plus facilement à des mécènes privé-e-s le soin de financer ce qu'ils considéreront comme étant «la culture» en fonction des lois du marché, de la rentabilité et des profits attendus. [...]

De la même façon que la défense de la biodiversité doit devenir une priorité absolue de nos politiques publiques, la défense de la diversité culturelle doit être au centre de nos préoccupations. Cela veut dire soutenir les institutions culturelles, les théâtres, les musées, les espaces d'arts et d'arts visuels, les salles de concert, la recherche, la promotion et la diffusion des écrits... Mais aussi la culture hors les murs,

au quotidien, dans les EMS, dans les hôpitaux, dans les écoles, les prisons, dans la rue. [...]

Pas de culture sans acteurs-actrices culturels et pourtant elles et ils sont à nouveau les grands oubliés de ce Message de la Confédération. Cela est d'autant plus flagrant aujourd'hui, alors que les artistes subissent de plein fouet les effets de la crise sanitaire. En Suisse, Le revenu d'un-e artiste se monte en moyenne à 40 000 francs par an (soit 3300 francs par mois), selon une enquête de l'organisation Suisseculture. Alors que les exigences en termes de formation sont extrêmement pointues, que les conditions de travail sont difficiles (horaire, précarité des contrats, fragilité des engagements etc...), ils et elles paient aujourd'hui au prix fort la relative absence des pouvoirs publics dans la protection de leur statut. [...]

Pourtant, la défense d'un statut des artistes dignes de ce nom devrait faire partie des missions de la Confédération.

Stéfanie Prezioso ■

Livres en lutte

PIERRE CRÉTOIS

La part commune

Amsterdam, 2020

L'accaparement privatif des richesses porté par le libéralisme économique a creusé les inégalités et contribué à la crise environnementale. Cet ouvrage reprend le problème à la racine pour proposer une déconstruction de l'absolutisme propriétaire. Pierre Crétois retrace et critique toute la tradition qui, depuis la Renaissance, a fait de la propriété privée l'élément fondateur de nos sociétés en l'érigant comme le droit naturel le plus crucial.

Cette vision est si hégémonique qu'elle semble relever de l'évidence. Mais elle méconnaît le fait qu'il n'a jamais existé de propriété absolument privée. Les choses, loin d'être appropriables en tant que telles, sont des lieux où se rencontrent des existences et des activités individuelles et collectives. Le propriétaire en son domaine n'est qu'un membre de la communauté et de l'écosystème dont il dépend.

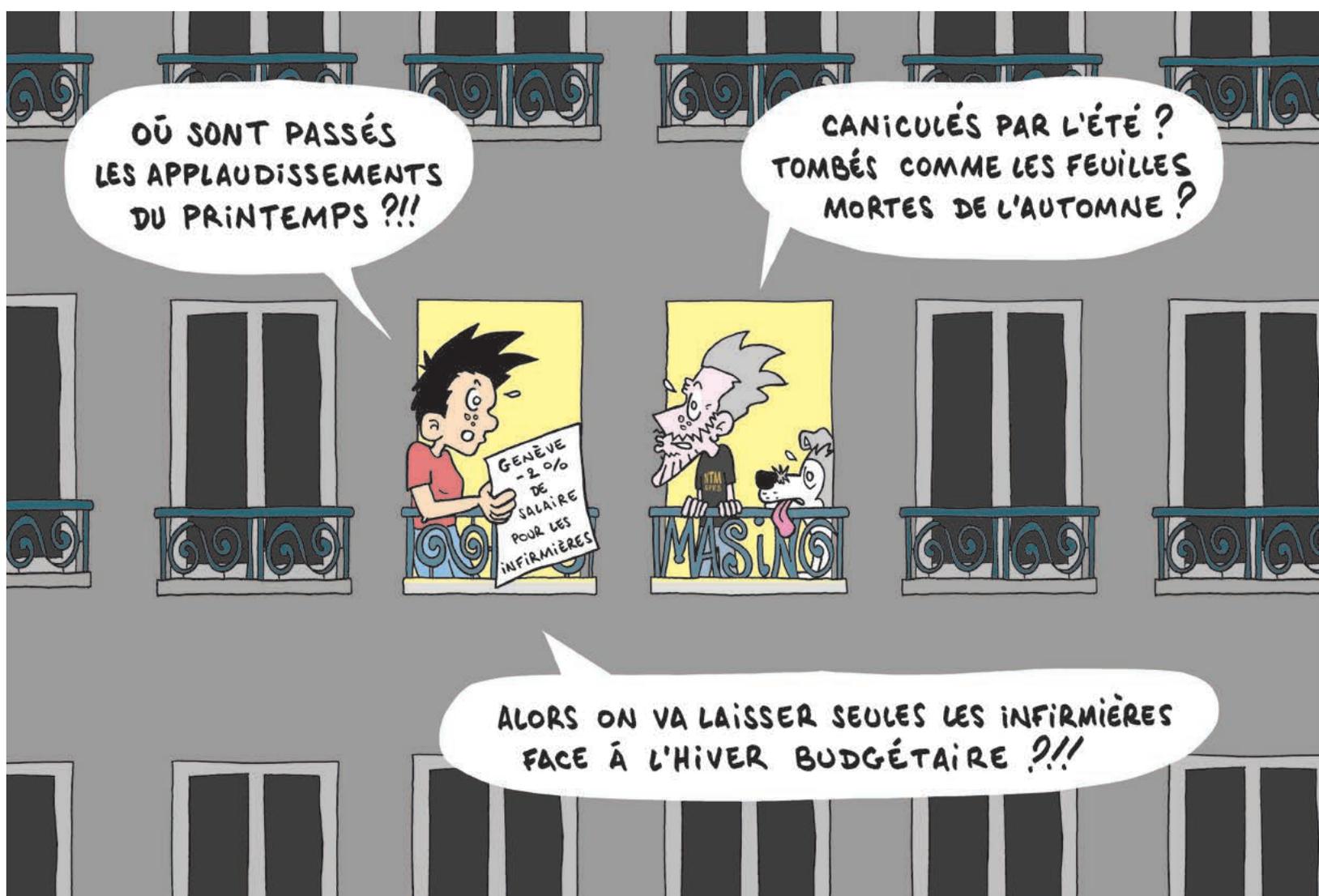
SILVIA FEDERICI, MORGANE KUEHNI, MAUD SIMONET, MORGANE MERTEUIL

Travail gratuit et grèves féministes

Entremonde, 2020

Le 14 juin 2019, presque trente ans après la première grève des femmes, des centaines de milliers de personnes défilent dans toute la Suisse à l'issue de la deuxième grève nationale féministe. Les quatre textes de cet ouvrage, issus de conférences données à Lausanne à l'occasion de cet événement extraordinaire, articulent les enjeux des luttes féministes actuelles, notamment, l'invisibilisation du travail fourni par les femmes qui demeure l'une des raisons de leur colère.

Au fil des textes publiés, le travail reproductif sert de paradigme pour penser des formes de travail gratuit, essentiellement féminin, comme les stages, le bénévolat, les mesures d'insertion sociale, ou pour donner à voir le continuum entre les assignations faites aux femmes hétérosexuelles et le travail du sexe.



solidarités

375
Sommaire

C'est quoi ce journal ?

Abonnements



Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 **Agenda**
- 3 **Loi CO₂: non à une révision qui épargne les véritables responsables de la crise climatique**
Le Conseil fédéral doit empêcher la hausse des primes
- 4 **Coopération et mobilité académique: le National s'oppose à des avancées en faveur de l'égalité et de la paix**
Pas d'embellie en vue pour l'égalité salariale
- 5 **Combattre la spéculation immobilière: les socialistes refusent le débat**
Covid et rentrée académique: les inégalités se creusent
- 6 **Neuchâtel: « Adieu vieux monde! »**
Bardonnex: La tuile!
- 7 **Pas de centre de renvoi, ni à Genève ni ailleurs**
Budget 2021: construisons une riposte unitaire
- 8 **Pandémie, polarisation et résistance aux États-Unis**
- 10 **Avions de combat: les femmes comme faire-valoir de la campagne**
- 11 **Les paysan-ne-s attaqué-e-s par le libre-échange**
- 12 **L'UE exporte les pesticides qu'elle interdit**
- 13 **Grèce / Turquie: une fois encore au bord du gouffre guerrier**
- 14 **Répression à Bogota: qui a donné les ordres?**
- 15 **Les Artistes payeront aussi la crise**
Livres en lutte

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!
Abonnez-vous!

SOUTEN NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40